



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session extraordinaire 2013-2014

AT/vg

P.V. PETI 23
P.V. AVDPC 16

Commission des Pétitions

et

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Procès-verbal de la réunion du 06 octobre 2014

Ordre du jour :

1. A 14.00 heures :
DEBAT PUBLIC

Pétition publique n° 331 - Méi ee strengt Déiereschutzgesetz
2. A 15.15 heures:

DEBAT PUBLIC
Pétition publique n° 354 - Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux
3. Conclusions des commissions

*

Présents : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

M. Marc Angel, M. Guy Arendt, Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Roger Negri, M. Marco Schank, M. Roberto Traversini, M. Justin Turpel, membres de la Commission des Pétitions
M. Eugène Berger, observateur

M. Frank Arndt, M. Gilles Baum remplaçant M. Lex Delles, Mme Tess Burton, M. Emile Eicher, M. Gusty Graas, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, M. Edy Mertens, M. Roy Reding, M. Gilles Roth remplaçant Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection

des Consommateurs

Mme Pia Nick, M. André Vandendries, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Georges Meyer, M. Félix Wildschutz, de l'Inspection vétérinaire

M. Eric Henn, M. Luss Bildgen, M. Alex Penning, Mme Danielle Schartz, pétitionnaires (pétition 331)

M. Daniel Frères, Mme Alexandra Figueira, Mme Stéphanie Frank, Mme Karen Knokey, M. Clément Martinez, pétitionnaires (pétition 354)

Mme Anne Tescher, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marcel Oberweis, membre de la Commission des Pétitions
M. Lex Delles, Mme Octavie Modert, membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions
M. Gusty Graas, Président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

*

1. Pétition publique n° 331 - Méi ee strengt Déiereschutzgesetz¹

i) Prise de position des pétitionnaires : Les pétitionnaires se félicitent que suite à la révision de la Constitution du 19 mars 2007, la protection des animaux est élevée au rang constitutionnel, l'alinéa 2 de l'article 11bis disposant que l'Etat promeut la protection et le bien-être des animaux. Leurs revendications se résument comme suit :

- Définition de l'animal : En vertu du Code civil luxembourgeois, les animaux sont considérés comme étant des biens. En avril 2014, le Code civil a été modifié en France par une disposition qualifiant les animaux comme « des êtres vivants doués de sensibilités ». Les pétitionnaires revendiquent qu'une disposition similaire soit introduite dans le Code civil luxembourgeois.

- Interdiction des animaux sauvages au cirque : Les animaux sauvages lors les spectacles de cirque sont à interdire. La souffrance des animaux sauvages, détenus dans des cages trop petites et confrontés à des transports fréquents, est considérable. Ces conditions de détention ne sont pas conformes aux besoins de leur espèce. De même, il n'y a que peu de vétérinaires spécialistes qui peuvent soigner les animaux sauvages lors des escales du cirque.

- Animaux comme cadeaux : Il y a lieu d'interdire la pratique d'offrir des animaux en tant que prix gagnant d'un jeu de tombola.

¹ Pour les détails de l'échange de vues avec les pétitionnaires il est renvoyé à l'enregistrement vidéo de la réunion disponible sur le site de la Chambre.

- Saisie des animaux maltraités : L'article 23 de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux habilite les agents de la police, des douanes, de l'Administration des eaux et forêts et de l'Administration des services vétérinaires à constater les infractions à la loi, à saisir les animaux qui en font l'objet et à les mettre en fourrière. Or, un nouveau propriétaire pour l'animal saisi ne peut être trouvé que suite à la condamnation du propriétaire initial et de la prononciation de la confiscation de l'animal par le tribunal. Afin d'éviter des périodes d'attente excessives, les pétitionnaires proposent un mécanisme de saisie par voie administrative qui permettrait d'héberger beaucoup plus vite l'animal saisi auprès d'un nouveau propriétaire.

- Commerce électronique : Quant au commerce des animaux sur Internet, les pétitionnaires regrettent que le contrôle de telles ventes est quasiment inexistant. Ils estiment qu'une coopération au niveau européen s'impose en vue de réglementer le commerce électronique des animaux.

- Expériences sur les animaux : les pétitionnaires revendiquent une interdiction des expériences sur les animaux. Ils estiment que des alternatives en recherche existent, comme par exemple les expériences sur le tissu humain par voie de biopsie, d'autopsie ou de culture de cellules *in vitro*. De plus en plus de médecins et de chercheurs (p.ex en Allemagne l'association "Ärzte gegen Tierversuche") s'opposent d'ailleurs à des expériences sur les animaux. Des études scientifiques contestent en outre la fiabilité des tests réalisés sur les animaux et leur application clinique sur l'homme. Les entreprises pharmaceutiques ont recours à des expériences sur animaux afin d'accélérer la commercialisation de leurs produits pharmaceutiques et en tant que précaution lors des recours juridiques éventuels.

- Transport d'animaux : les pétitionnaires sont d'avis qu'au Luxembourg, les contrôles au niveau des transports d'animaux se font de manière régulière et efficace. Il y a lieu de maintenir ce niveau de contrôle et d'éviter toute réduction au niveau du personnel.

- Sanctions : Les infractions à la loi du 15 mars 1983 sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de deux mille cinq cent et un à deux cent mille francs, c'est-à-dire une amende maximale de 500 euros. En cas de récidive dans les deux ans, les peines prévues à l'alinéa 1^{er} du présent article peuvent être portées au double.

Les pétitionnaires informent que les sanctions sont moins sévères au Luxembourg que dans certains pays voisins : les infractions en France sont punies d'un emprisonnement de 2 ans et une amende jusqu'à 30.000 euros, en Allemagne jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et une amende jusqu'à 25.000 euros.

Les pétitionnaires proposent de revoir la sévérité des sanctions pénales avec une peine d'emprisonnement jusqu'à un an et une amende jusqu'à 30.000 euros.

- Protection des animaux en tant que valeur à promouvoir : promouvoir la protection des animaux fait partie d'une éducation aux valeurs dans une société qui s'engage à respecter tout être vivant et à protéger les plus faibles.

ii) De l'échange de vues des pétitionnaires avec les membres des commissions parlementaires il y a lieu de retenir succinctement ce qui suit :

- Les pétitionnaires confirment que l'asile pour animaux à Gasperich est équipé de manière adéquate afin d'admettre d'urgence des animaux maltraités. L'asile emploie un vétérinaire et dispose d'un équipement radiologique.

- Les pétitionnaires estiment qu'il faut renforcer les moyens de l'Inspection vétérinaire afin d'assurer un contrôle adéquat sur le terrain.

- Les pétitionnaires partagent les propos de plusieurs députés que la promotion de la protection des animaux comporte un volet éducatif. Ils soulignent que l'asile pour animaux accueille régulièrement des classes scolaires. Il s'agit notamment de sensibiliser les enfants aux conséquences qu'entraîne l'offre d'animaux en guise de cadeau.

- En ce qui concerne l'abatage et la mise à mort des animaux (article 8 de la loi du 15 mars 1983), les pétitionnaires proposent de supprimer à l'article 8 de la loi du 15 mars 1983 le bout de phrase « pour autant que possible » dans le passage qui dispose que « la mise à mort doit être opérée de façon à ce que, pour autant que possible, toutes douleurs ou souffrances soient évitées à l'animal ». Par ailleurs, la réforme devrait introduire l'interdiction de la pratique de l'égorgeage.

- Certains députés estiment que pour des cas exceptionnels, les expériences sur les animaux sont indispensables.

- Un intervenant propose d'interdire les animaux exotiques en tant qu'animaux de compagnie. Les pétitionnaires se rallient à cette proposition. Il faut absolument imposer des restrictions au niveau du commerce des animaux exotiques.

- L'asile pour animaux fonctionne grâce au bénévolat. Or, en cas d'urgence, les bénévoles sont également contactés pendant la nuit. Les pétitionnaires estiment que l'Etat devrait mettre en place un service d'urgence en vue de prendre en charge les animaux maltraités.

iii) Prise de position de M. le Ministre : Le programme gouvernemental stipule que « Le Gouvernement entend réformer la loi sur la protection des animaux et intensifier les contrôles visant à veiller au bien-être et au respect des animaux d'élevage ainsi qu'à éviter les supplices inutiles lors de l'abattage et du transport ». M. le Ministre souligne que la loi du 15 mars 1985 manque de précision et ne confère pas assez de moyens d'intervention aux agents de contrôle.

Les travaux de révision de la loi du 15 mars 1983 ont été entamés sous le Gouvernement précédent et les associations pour la protection des animaux ont été consultées. La réforme envisage notamment ce qui suit:

- des sanctions pénales et administratives. L'introduction de sanctions administratives a pour but de permettre une réaction immédiate en cas de maltraitance d'un animal. Par ailleurs, un propriétaire qui tient des animaux dans des conditions inadéquates peut se voir confisquer ses animaux sans autorisation judiciaire ;
- des définitions plus détaillées des animaux de compagnie, des animaux employés dans l'agriculture et des animaux utilisés à des fins sportives, par exemple pour l'équitation ;
- la nouvelle loi devra promouvoir la protection et le bien-être des animaux et garantir le respect de la dignité des animaux ;
- afin de réglementer la présence d'animaux sauvages dans les cirques, la réforme introduira une liste des animaux autorisés pour les spectacles de cirque ;
- le commerce des animaux sera réglementé.

En ce qui concerne les expériences sur animaux, M. le Ministre souligne que le Luxembourg doit respecter la directive de 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques. La directive a été transposée par le règlement grand-ducal du 11 janvier 2013 relatif à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques et le Luxembourg essaie d'appliquer les règles les plus strictes permises par le cadre communautaire.

Quant au transport des animaux, une matière réglée au niveau communautaire, M. le Ministre rappelle que le Luxembourg plaide régulièrement lors des Conseils européens communautaires en faveur de standards élevés en Europe.

Pour ce qui est du calendrier prévisionnel de la réforme de la loi sur la protection des animaux, M. le Ministre informe qu'un avant-projet de loi sera finalisé début 2015 et soumis pour avis aux acteurs du terrain. Il envisage de déposer le projet de loi mi-2015.

2. Pétition publique n° 354 - Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux²

i) Prise de position des pétitionnaires : Les pétitionnaires exposent leurs revendications qui se résument comme suit :

- Renforcer les sanctions pénales pour toute infraction à la loi sur la protection des animaux ;
- Renoncer à définir les animaux comme des biens et consacrer un article du Code civil aux animaux disposant qu'il s'agit d'êtres vivants doués de sensibilités, à l'instar de la modification du Code civil en France.
- Renforcer les moyens et pouvoirs des agents de contrôle (article 23 de la loi du 15 mars 1983).

Pour les détails de l'argumentaire, il est renvoyé au dossier remis par les pétitionnaires et repris en annexe du présent procès-verbal.

ii) De l'échange de vues des pétitionnaires avec les membres des commissions parlementaires il y a lieu de retenir succinctement ce qui suit :

- Plusieurs députés soulignent qu'il faut sensibiliser davantage en matière de protection des animaux. Renforcer les sanctions n'entraîne pas forcément un changement comportemental des hommes. Tout en approuvant les efforts de sensibilisation, les pétitionnaires estiment que certaines personnes ne seront dissuadées que par des sanctions pénales sévères.

- Quant au transport des animaux, les pétitionnaires estiment que les contrôles devraient être renforcés. Il faudrait infliger des sanctions aux conducteurs de camions et aux propriétaires d'animaux transportés, notamment par une confiscation du véhicule de transport.

- les pétitionnaires accueillent favorablement les mesures envisagées par le Ministre dans le cadre de la réforme de la loi du 15 mars 1983. Ils regrettent cependant que la mise en vigueur de la nouvelle loi ne se fera pas avant la fin 2015. Ils invitent M. le Ministre à trouver des solutions provisoires pour les animaux qui sont maltraités dans cet intervalle.

iii) Pour la prise de position de M. le Ministre, il est renvoyé au point 1 du présent procès-verbal.

3. Conclusions des commissions

Les membres des commissions parlementaires soulignent de manière unanime qu'une réforme de la loi du 15 mars 1983 s'impose. D'une manière générale, ils se rallient à la

² Pour les détails de l'échange de vues avec les pétitionnaires il est renvoyé à l'enregistrement de la réunion disponible sur le site de la Chambre.

revendication de renforcer les moyens de contrôle des agents en charge de détecter les infractions à la loi sur la protection des animaux.

Il est apprécié que le Gouvernement envisage une réforme de fond et ne mise pas uniquement sur des éléments répressifs en alourdissant les sanctions.

En réponse à la question de savoir si, en attendant la réforme, des mesures intermédiaires peuvent être mises en pratique, M. le Ministre souligne qu'il ne souhaite pas modifier à court terme la loi du 15 mars 1983. Pour des raisons d'efficacité en termes de ressources humaines, il préfère que la personne en charge de la réforme se concentre sur l'avancement de ce dossier.

Un membre de la Commission propose d'examiner l'idée d'un fonds qui permettrait d'indemniser les vétérinaires qui s'occupent des animaux blessés et délaissés par leur propriétaire.

Les commissions parlementaires invitent M. le Ministre à associer les pétitionnaires des pétitions 331 et 354 au processus de consultation des acteurs du terrain suite à la finalisation de l'avant-projet de loi. M. le Ministre s'engage à inviter les pétitionnaires des deux pétitions.

Luxembourg, le 23 octobre 2014

Le Secrétaire-administrateur,
Anne Tescher

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank

Le Président de la Commission de
l'Agriculture, de la Viticulture, du
Développement rural et de la Protection des
consommateurs,
Gusty Graas

Annexe :

- Dossier des pétitionnaires (pétition n°354)

DÉIREQUÄLEREIEN ASS KEE KAVALÉIERSDELIKT

E LIEWEWIESEN

- Onënnerbrach héiere mir vun Déierenquälereien an eisem klengen Lëtzebuerg.
- En Déier ass e Liewewiesen wéi mir Mënschen an huet e Recht mat Respekt behandelt ze ginn
- An eisem bestehendem Gesetz ass en Déier en Objet an dat ass einfach eng Schan fir e Land wat sech op dëser Welt mat Houfert presentéiert.
- Et ass elo un der Zäit fir Déierenschutz Gesetz ze ännern.
- Iwwer 60% vun de Leit zu Lëtzebuerg hun en Déier oder si mat engem opgewues, an déi Leit, déi dëst liesen, wësse wéi eng Léift a Freed Déieren dem Mënsch schenke kënnen.
- Lëtzebuerg soll Vierreider si waat den Déiererschutz unbelangt.
- **De wichtegste Punkt ass dat en Déier virum Gesetz als Liewewiesen mat Gefiller unerkannt soll sinn.**
- Mir liewen am 21. Joerhonnert an net méi an der Steenzäit

VIRDRUN



DUERNO



BESTROOFUNG VUN DEN DÉIREQUÄLER

- D'Bestroofung vun den Déierequäler muss drastesch erop gesat ginn. Een, deen engem Déier mutwëlleg Péng oder Verletzungen undeed, soll d'selwecht bestrooft gi wéi een den dat mat engem Mënsch mécht

WALFERDANGE 2004

„Tiger“ huet mäi Meedchen en Kueder genannt deen eis zu Walfer op der Stroos zougelaaf ass.

1 Joer huet e glectlech an zefridden mat eis verbruecht a war ménger Duechter en treie Frënd, bis dass en op eemol net mei Heem komm ass.

Eng Woch méi spéit sot eng Nopesch zu mir dat se eng getigerécht Kaz verbrannt um Trëttoir bei der Kierch fonnt huet. Et wiere Jugendlecher gewiescht déi se am Alkoholrausch lieweg verbrannt hätten.

Waat muss daat Déier eng Qual erlieft hunn! An dem Tiger séng Mäerder sinn onbestrooft dovum komm!

HAMM 2008

En Frënd erzielt mir wéi zu Hamm eng eeler Fraa gemuele Glas a Gehacktes ënnermëscht an dat op hierem Trëttoir verdeelt, well se Déieren haasst!

Daat ass daat Land wou ech grouss gi sinn. Ech mengen vill Leit an dësem Land hu schons vun Déierenquälerei héieren!

- Als Kand konnten mir esouguer eis Déieren mat an d'Primärschoul huelen an krute bäibruecht wéi respektvoll ee mat Déieren ëmgoe soll.
- Et wär vläicht ganz sënnvoll de Kanner dëst erëm ze erméiglechen. Op déi Manéier léieren se Responsabilitéit a Respekt am Ëmgang mat Mënschen an Déieren.

CHILDREN



Teach them to be kind to animals
They will grow up also kind to people.

Et ginn esou vill Punkten déi wichteg wäeren opgezielt ze ginn waat den Déierenschutz unbelangt, awer déi 2 wichtegst Punkten sinn:

- **En Déier ass e Liewewiesen mat Gefiller**
- **Een den en Déier quält oder mutwëlleg Verletzungen undeed, soll bestrooft gi wéi wann een dat mat engem Mënsch gemaach hätt.**

DÉIEREN-TRANSPORT

1. Den Déierentransport an eisem Land muss Artgerecht zougoen, dat heescht dass Déieren genuch Plaz mussen hu fir sech ze bewegen, klimatiséiert Camionen am Summer, esou wéi Fudder a Waasser während dem Transport. Et ginn Camionen déi 48-72 Stonnen ënnerwee sinn wou Déieren bei 60°C viru sech hier vegetéiere mussen, an en plus näischt ze friessen an ze drénken kréien. Transitcamionen sollen konstant kontrolléiert ginn an déi, die sech net un d'Regelen haalen, soll de Camion beschlagnahmt ginn. E Chauffeur, den acceptéiert ënner esou onwierdege Bedéngungen ze fueren, gehéiert genau esou haart bestrooft wéi de Propriétaire vun de Camionen. Alle béid missten een säfteg Geldstrof kréien a je no Gravitéit, esou mat enger Prisonstrof jugéiert ginn!

Nëmmen esou kann een des onwierdege Praktiken ënner Kontroll kréien an total ënnerbannen.

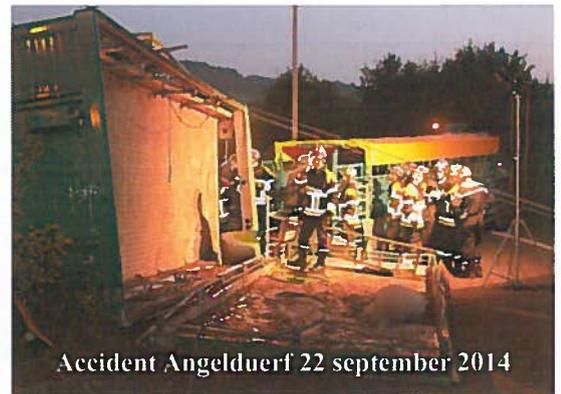
2. En Déier ass e Liëwewiesen mat Gefiller an keen Objet.

3. Eng Persoun, déi engem Déier muttwëlleg Péng oder Verletzungen undeet, soll besrooft ginn wéi wann se dëst mat engem Mënsch gemaach hätt. Net ze vergiessen: am Géigesaz zum Mënsch kann en Déier sech nët wieren, oder wiert sech net, well dat nët an der Natur vum Déier läit.

4. En Zirkus zu Lëtzebuerg soll nëmmen geduld gi wann sie keng wëll Déieren hun, déi a Käfeger gehal gi an dat während Joren bis zu hirem Doud, oder u Ketten hänken wéi Elefanten, déi souwéisou naischt an engem Zirkus verluer hunn. Wéi gesot, mir liewen am 21. Joerhonnert.

Scho 500 viiru Christus huet de griescheche Mathematiker a Philosoph Pythagoras gesot:

**Solange der Mensch Tiere schlachtet, werden die Menschen auch einander töten.
Wer Mord und Schmerz sät, kann nicht erwarten, Liebe und Freude zu ernten.**



Bréif u mäi Meeschter

Dëse Mueren hues du deng Wallis gemaach.

Dunn hues du meng Léngt geholl.

Ech war esou frou!

E klengen Tour éier mer an d'Vakanz gin.

Mier sinn mam Auto fortgefuer.

Du bass um Bord vun der Strooss stoen bliwwen

Dier geet op

Du hues mier e Bengel an d'Wiss geschoss

Ech sin gelaaf an gelaaf bis ech den Bengel hat

A wou ech zeréck komm sinn, wars du fort!

Voller Panik sin ech an all Richtung gerannt, mee ech hun dech nët fond

Ech hun dech gesicht an gesicht bis dass ech midd war.

Op eemol ass e friemen Mann komm an huet mer eng Léngt ugeluecht

Dunn si ech an e Käfeg gesaat gin

Do hun ech gewaart a gewaart dass du zerëckkommen solls.

Du bass nët komm!

Enges Dags geet de Käfeg op, mee du wars et nët.

Et waar de Mann dee mech agesperrt hat.

Hien huet mech an en Zëmmer bruecht wou et no Doud geroch huet.....

Meng Zäit waar komm!

Léiwe Meeschter, ech wëll dass Du wees, egal waat's Du mat mier gemach hues, et ass dein Bild waat ech gesinn hun, wou ech mäin leschten Otemzug gemach hun.

An wann ech zeréck kommen op des Welt, dann ass et bei Dech wou ech gelaf kommen.

Well ech hun Dech gär!



Dëse Bréif hunn ech geschriwwen fir all dei Leit dei hire Kanner en Déier als Spillsaach wëlle schenken!

Mee net vergiessen wgl.!

En Déier ass e Liewewiesen mat Gefiller, an keen Objet!

PROPOSITION DE CHANGEMENTS LEGISLATIFS RELATIS AU STATUT ET A LA PROTECTION DES ANIMAUX

I. LE CODE CIVIL

Le régime et le statut des animaux sont actuellement régis par le Code Civil sous le Livre II « *Des biens et des différentes modifications de la propriété.* ».

Sous le titre Ier « *De la distinction des biens* », l'article 516 dispose que « *Tous les biens sont meubles ou immeubles* », incluant également les animaux.

Les animaux sont donc définis juridiquement en tant que biens à l'instar des choses matérielles.

Or, même si les animaux restent et resteront des objets de propriété à l'instar des choses inanimées, il est néanmoins devenu nécessaire de distinguer ceux-ci des autres biens eu égard à la composition biologique des animaux et de leurs caractéristiques propres.

Le but est de consacrer l'animal, en tant que tel, dans le code civil afin de mieux concilier sa qualification juridique et sa valeur affective.

A ce titre, il est proposé tout d'abord d'ajouter un article 516-1 disposant que « *Les animaux sont des êtres vivants doués de sensibilité. Sous réserve des lois qui les protègent, les animaux sont soumis au régime des biens corporels.* ».

Au mois d'avril 2014, il faut savoir que l'Assemblée Nationale et le Sénat français ont voté en faveur de l'insertion d'un tel article dans le Code Civil Français (voir article 515-14).

En conséquence de cette consécration, il y aurait lieu ensuite d'apporter des modifications à plusieurs articles subséquents du Code Civil lesquels contiennent des références aux animaux :

- **L'article 528** du Code Civil dispose que : « *Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.* ».

Cet article signifie ou du moins donne l'impression une fois de plus que les animaux sont considérés comme des biens meubles au même titre que les choses matérielles et inanimées c'est-à-dire « sans vie et sans émotions ».

Il y aurait lieu de supprimer la partie de la phrase « *comme les animaux,* » pour ne conserver que la partie de la phrase « *Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, (...)* ».

Une telle modification permet d'exclure toute référence aux animaux dans un article propre aux biens meubles.

- **L'article 522** dispose que : « Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fond par effet de la convention.

Ceux (animaux) qu'il donne à cheptel à d'autres qu'au fermier ou métayer, sont meubles. »

A l'instar des parlementaires français, il est proposé de :

« a) Au premier alinéa, remplacer le mot : « *censés* » par les mots : « *soumis au régime des* » ;

« b) Au second alinéa, remplacer le mot : « *sont* » par les mots : « *soumis au régime des* » ;

De telles modifications permettent de ne pas réduire et de ne pas assimiler les « animaux » aux biens meubles et immeubles.

- **L'article 524** dispose que : « *Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds sont immeubles par destination. Ainsi, sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service de l'exploitation du fonds :*

- les animaux attachés à la culture; - (...) les pigeons des colombiers – les lapins de garenne- (...) les poissons des étangs (...) »

Cet article signifie ou du moins donne encore l'impression que les animaux dont notamment les pigeons, les lapins et les poissons sont à considérer comme de simples objets au même titre que les chaudières, les cuves ou encore les engrais (voir article 524).

Il conviendrait de supprimer les références aux divers animaux précités et de rajouter un alinéa 3 disposant que « *les animaux que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds sont soumis au régime des immeubles par destination.*

Ainsi, sont soumis au régime des immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service de :

- *l'exploitation du fonds, - les animaux attachés à la culture; - (...) les pigeons des colombiers – les lapins de garenne- (...) les poissons des étangs (...)* »

Ceci permettra de faire une distinction nette entre les animaux et les objets, même si le texte sera quasiment le même.

- **L'article 533** dispose que : « *Le mot «meuble», employé seul dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les livres, les médailles, les instruments des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipement, armes, grains, vins, foins et autres denrées; il ne comprend pas aussi ce qui fait l'objet d'un commerce.* »

Il y aurait lieu de supprimer les mots « chevaux, équipage »;

Tous ces changements législatifs sont importants mais demeurent surtout symboliques alors que l'animal est toujours un objet de propriété et soumis à un certain régime juridique.

C'est pourquoi, en vue de renforcer la protection des animaux par le biais d'un arsenal juridique approprié, il convient d'examiner la loi spéciale applicable et le cas échéant de la modifier.

II. Quant à la loi spéciale sur la protection des animaux

Actuellement, les animaux sont protégés par la loi modifiée du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux.

L'article 1^{er} de la prédite loi dispose que « *La présente loi a pour objectif d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux. Il est interdit à quiconque sans nécessité de tuer ou de faire tuer un animal, de lui causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions. Tout animal souffrant, blessé ou en danger doit être secouru dans la mesure du possible.* »

Tout d'abord, afin de rester dans la lignée des modifications du Code Civil, il est proposé d'ajouter les mots suivants :

« *La présente loi a pour objectif d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux **« lesquels sont des êtres vivants doués de sensibilité »**. Il est interdit à quiconque sans nécessité de tuer ou de faire tuer un animal, de lui causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions. Tout animal souffrant, blessé ou en danger doit être secouru dans la mesure du possible.* ».

Ensuite, force est de constater que cet article interdit le fait de « *causer des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions* ».

Toutefois force est de constater que ce même article ne donne aucune définition des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions.

S'agit-il de souffrances purement physiques ?

Peut-on y inclure les souffrances morales ?

Doit-il y avoir effusion de sang pour considérer qu'un animal souffre ?

Peut-on considérer qu'un animal est en souffrance lorsqu'il ne vit pas dans des conditions adéquates ?

La question n'est pas simple mais il conviendrait d'apporter quelques définitions pour éviter un éventuel vide juridique.

Ensuite, il faudrait également renforcer les moyens et les pouvoirs des agents d'intervenants.

A ce titre, l'article 23 de la loi de 1983 dispose que : « *Les agents de la gendarmerie, de la police, des douanes, de l'Administration des eaux et forêts et de l'Administration des services vétérinaires sont habilités à constater les infractions à la présente loi et à saisir les animaux qui en font l'objet et à les mettre en fourrière. Les frais occasionnés par cette mesure sont compris dans les frais de justice dont ils suivent le sort.* »

Il est donc proposé de reprendre toute ou partie des dispositions de l'article L 214-3 du Code rural français en ajoutant notamment que pour constater les infractions, les agents de la gendarmerie, de la police, des douanes, de l'Administration des eaux et forêts et de l'Administration des services vétérinaires

1° Ont accès aux locaux et aux installations où se trouvent des animaux, à l'exclusion des domiciles et de la partie des locaux à usage de domicile, entre 8 heures et 20 heures ou en dehors de ces heures lorsque l'accès au public est autorisé ou lorsqu'une activité est en cours ;

Sur ce point, l'alinéa 2 de l'article 23 autorise déjà les agents à accéder aux locaux et aux installations où se trouvent des animaux mais le texte actuel précise que les agents peuvent accéder seulement entre le lever et le coucher du soleil et sur ordre de mission du Ministre.

Il est donc proposé d'élargir l'accès entre 8 heures et 20 heures alors qu'au vu du texte actuel la période hivernale est moins protectrice que la période estivale (!).

Il est également proposé de ne pas soumettre l'accès à un éventuel ordre de mission du Ministre car en cas de danger imminent ou d'urgence, les agents devraient pouvoir intervenir.

Toujours dans le but de renforcer les moyens et pouvoirs d'intervention, il est proposé également que les agents de la gendarmerie, de la police, des douanes, de l'Administration des eaux et forêts et de l'Administration des services vétérinaires puissent :

2° procéder ou faire procéder, de jour et de nuit, à l'ouverture des véhicules à usage professionnel dans lesquels sont transportés des animaux et y pénétrer, sauf si ces véhicules ne sont pas utilisés à des fins professionnelles au moment du contrôle ;

3° faire procéder, en présence d'un officier ou d'un agent de police judiciaire, à l'ouverture de tout véhicule lorsque la vie de l'animal est en danger ;

4° se faire remettre copie des documents professionnels de toute nature, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, propres à faciliter l'accomplissement de leur mission ;

5° solliciter du procureur ou du juge d'instruction l'autorisation d'accéder à des locaux professionnels dont l'accès leur a été refusé par l'occupant ou à des locaux comprenant des parties à usage d'habitation, pour y procéder à des contrôles ;

6° procéder à des prélèvements aux fins d'analyse sur des produits ou des animaux soumis à leur contrôle.

III. Quant aux dispositions pénales de la loi

L'article 21 de la loi de 1983 dispose que : « *Les infractions à la présente loi et aux règlements et arrêtés pris en son exécution sont punies d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 20.000 euros ou d'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les deux ans, les peines prévues à l'alinéa 1er du présent article peuvent être portés au double. En cas d'infraction à la présente loi ou aux règlements et arrêtés pris en son exécution le tribunal peut prononcer une interdiction de tenir des animaux d'une durée de trois mois à quinze ans. Cette interdiction de tenir des animaux produit ses effets à partir du jour où la décision qui l'a prononcée a acquis l'autorité de la chose jugée. Toute personne qui tient des animaux malgré l'interdiction judiciaire est punie d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros ou d'une de ces peines seulement.* »

Vu que la même loi en son article 1^{er} interdit de tuer ou faire tuer un animal, hors les cas prévus par la loi, cela implique qu'un assassin ou un meurtrier d'animaux encourt une peine maximum de six mois d'emprisonnement et 20.000 euros d'amende.

Une telle peine n'est jamais appliquée ou du moins considérablement réduite en pratique en vertu du principe de personnalisation de la peine c'est à dire la prise en compte des circonstances atténuantes par les Tribunaux.

C'est pourquoi, il est proposé de modifier la loi précitée en s'inspirant des qualifications et peines pénales applicables aux personnes tuant ou blessant un être humain pour les appliquer aux personnes tuant ou blessant un animal.

Ainsi, à titre d'exemple, l'article 393 du Code pénal dispose que : « *l'homicide commis avec intention de donner la mort est qualifié meurtre. Il sera puni de la réclusion à vie* » et l'article 394 dispose que: « *l'homicide commis avec préméditation est qualifié assassinat. Il sera puni de la réclusion à vie* »

Il s'ensuit que **la prison à vie est prévue pour les meurtriers et assassins d'être humains tandis qu'une peine maximum de six mois de prison est prévue pour les meurtriers et assassins d'animaux (!).**

Ce fossé législatif mérite d'être revisité et il convient d'augmenter vigoureusement les peines applicables aux auteurs de meurtres et d'assassinats sur des animaux.

De même et dans un même ordre d'idées, il est proposé de sanctionner plus sévèrement l'auteur de coups et blessures sur un animal ayant entraîné la mort sans que l'auteur ait eu l'intention de la donner.

Ainsi toujours en se calquant sur le Code pénal et notamment l'article 401, il est proposé de qualifier l'infraction à savoir « *coups et blessures sur un animal ayant entraîné sa mort sans intention de la donner* » et de prévoir une peine en conséquence.

La peine prévue par l'article 401 est de cinq à dix ans d'emprisonnement.

Cela implique **qu'une peine de prison de cinq ans minimum est prévue pour l'auteur de coups et blessures sur un être humain ayant entraîné sa mort sans intention de la donner** tandis **qu'une peine maximum de six mois de prison est prévue pour les meurtriers et assassins d'animaux (!)**.

Là encore, il y a un fossé législatif qui mérite réforme.

Enfin et à l'instar du Code Pénal, il est également proposé de sanctionner le fait de tuer ou de blesser un animal involontairement.

Pour les sanctions en vigueur à propos des êtres humains, il faut se référer aux articles 418 à 422 du Code Pénal.

AUSGESETZT

01. August 2012 17:06, Akt 02.08.2012 17:18

Herrchen im Urlaub Tiere in Not

Tausende Luxemburger fahren während des Sommers in die Ferien. Für Vierbeiner hingegen bedeutet das in manchen Fällen, auf der Straße ausgesetzt zu werden oder in Extremfällen im Mülleimer zu landen.

Urlosen

70

Empfehlen

0

Twittern

0

8-1

Jedes Jahr das gleiche Phänomen. Kinder bekommen zu Weihnachten ein niedliches Haustier geschenkt. Später wird es dann ausgesetzt. Manche Eltern sind sich bei dem Kauf nicht im Klaren, dass Haustiere auch viel Zeit, Geld, Liebe und Pflege in Anspruch nehmen. Wächst das Tier auf, sind die Besitzer meistens überfordert. Vor allem während der Urlaubszeit. Auch bei Scheidungsfällen oder bei Umzügen in andere Wohnungen, wo Tiere nicht gestattet sind, bleiben die Vierbeiner auf der Strecke.

Oft werden sie von ihrem Herrchen oder Frauchen in Tierasylen abgegeben. Andere werden einfach auf Autobahnen oder Parkplätzen ausgesetzt. Wie das Escher Tierasyl Tageblatt.lu mitteilte, wurde am Dienstag ein Bichon Maltais (siehe Foto) lebendig in einem Mülleimer in der Escher Grand-Rue aufgefunden. Der Hund wurde sofort zum Tierarzt gebracht. „Vor allem in der Ferienzeit werden viele Vierbeiner bei uns abgegeben oder einfach ausgesetzt“, so eine Verantwortliche des Escher Tierasyls.



Diesem Hund geht es wieder nach einem ärztlichen Besuch besser. Der Vierbeiner wurde am Dienstag in einer Mülltonne in Esch/Alzette gefunden und ins Escher Tierasyl gebracht. (Foto: Tierasyl Esch)

Nicht nur in der Sommerzeit

Laut dem Escher Tierheim wurden seit Januar 27 Hunde und 39 Katzen ausgesetzt. 41 Hunde und 6 Miezzen wurden von den Tierbesitzern im Asyl abgegeben. Im hauptstädtischen Tierasyl teilt man nicht die Ansicht, dass vor allem während der Sommerferien Tiere ausgesetzt werden. „Menschen unterschätzen oft die Haltung eines Tieres. Man bedenke, dass ein Hund mindestens viermal am Tag Auslauf braucht. Dass während der Ferienzeit mehr Tiere ausgesetzt werden, kann ich nicht behaupten. Im Monat Juli zählten wir zwei ausgesetzte Hunde. Das Phänomen trifft eigentlich auf das ganze Jahr zu“, erklärt Monique Jentges, Verantwortliche des Gaspericher Tierasyls.

Im Ösling, wie der „Déiereschutz Norden“ meldet, wurden drei Hunde in einer Woche abgegeben. Als Erklärung gaben die Besitzer an, sie würden in Urlaub gehen. Andere teilten dem „Déiereschutz Norden“ mit, dass der neue Vermieter keine Tiere in der Wohnung erlauben würde. Beim hauptstädtischen „SOS Animaux“ wurden in einer Woche 15 Katzen gefunden, die ausgesetzt waren. „Die Tierhalter sind zu feige, die Vierbeiner bei uns abzugeben. In manchen Fällen werden auch Geschichten erfunden mit der Ausrede ‚Die Katze ist mir zugelaufen‘ oder ‚Die Mieze habe ich in meinem Keller plötzlich gefunden‘.“

Besitzer ausfindig gemacht

Das Düdelinger Tierheim hat vor kurzem einen Hund aufgegriffen, der seit zwei Wochen in der Stadt umherstreunte. Da der Hund gechippt war konnte man die Besitzer ausfindig machen. „Wir versuchen seither vergebens die Tierbesitzer zu erreichen. Es scheint so, obwohl wir nicht sicher sind, dass der Hund ausgesetzt wurde“, so Nadine Greim, freiwillige Tierpflegerin im Düdelinger Tierasyl.

Ein anderes Problem: Viele Tierhalter lassen zum Beispiel ihre Katzen aus Geldmangel nicht kastrieren und wissen dann nicht mehr wohin mit den Babys. Es ist eine traurige Geschichte, die sich jedes Jahr wiederholt. Tierasyle hierzulande tun ihr Bestes, um den Vierbeinern ein neues Zuhause zu vermitteln. Doch auch sie sind wegen Platzmangels überfordert. Das Gaspericher Asyl kann erst mal aufatmen, denn ab September steht den Gaspericher Tierpflegern eine neue Infrastruktur zur Verfügung, wo sie 40 Katzen aufnehmen können. Hunde werden hier in 80 Gehegen untergebracht und können sich in 35 Auslaufgehegen austoben. In Düdelingen hingegen sieht die Lage nicht besonders erfreulich aus, trotz finanzieller Unterstützung durch die Gemeinde. Das Asyl platzt aus allen Nähten und braucht dringend neues Gelände. In den letzten Wochen sind hier zahlreiche Katzen abgegeben worden die jetzt dringend ein neues Zuhause brauchen. Des Weiteren können einige Hundeböden aus Platzmangel nicht renoviert werden.

(ona/Tageblatt.lu)

Police sicht Zeien

Jonk getigert Kaz zu Schieren mësshandelt

An engem Niewewee no bei der Rue de Luxembourg ass um Mëttwoch de Moien de Kadaver vun enger doudeger Kaz fonnt ginn - e Fall fir d'Police.

Leschten Update: 11.06.2014, 18:13:13

E-Mail schécken

Printen

Recommend  0

Tweeter 0  1

Themen

Lëtzebuerg: Am meeschte gefies

Haut Gësch Dës Woch Lescht Woch

1. D'adr huet keng Generalsekretärin méi: Demissioun vum Lilliana Miranda
2. Findel: Gëtt aus der Zuchgare elo e Parking?
3. Beetebuerg: Verdächtege Pudder am Container-Terminal fonnt
4. Invité vun der Redaktioun: Claude Schummer (18. Juni)
5. Esou gesi se aus: Am Juli kommen déi nei Identitétskaarten



Zu Schieren ass der Police no eng jonk Kaz mësshandelt ginn.
AFP (Archivbild)

Déi ass op der Sich no Zeien, well d'Kaz mësshandelt gouf, wéi se an hirem Bulletin schreift.

Hiwäiser si fir d'Police vun Ettelbréck um Telefon 24484-200.



Luxemburger Wort

Erneut Tierquälerei in Schieren

Junge Katze zu Tode misshandelt

Erst am Wochenende war ein junges Lamm in dem Ort getötet worden



*Das tot aufgefundene Tier wies Spuren von Misshandlung auf.
Symbolbild: Shutterstock*

Veröffentlicht am Mittwoch, 11. Juni 2014 um 19:04

(DL) In einem Nebenweg bei der Rue de Luxembourg in Schieren wurde am Mittwochmorgen eine junge, getigerte Katze tot aufgefunden. Das Tier wurde misshandelt.

Zeugen, die zweckdienliche Hinweise liefern können, werden gebeten, sich mit der Polizei in Ettelbrück, Telefonnummer 24484-200, in Verbindung zu setzen.

Erst am vergangenen Wochenende war es in Schieren zu einem grausamen Fall von Tierquälerei gekommen. In der Nacht auf Sonntag hatten Unbekannte ein gerade einmal drei Tage altes Lamm getötet. Der Züchter hatte das tote Tier am Sonntagmorgen im Pferch gefunden. Diese Tat muss sich in der Nacht auf Sonntag zwischen 22 Uhr und 7.30 Uhr ereignet haben.

Gute Neuigkeiten: Frankreich erkennt Tiere als fühlende Lebewesen an

SHARE

Frankreich



<http://www.animalequality.de/neuigkeiten/gute-neuigkeiten-aus-frankreich>

18/06/2014

Gute Neuigkeiten: Frankreich erkennt Tiere als fühlende Lebewesen an | Animal Equ... Page 2 sur 2

Frankreich hat einen großen Schritt in Richtung mehr Rechte für Tiere getan. Am 18. April hat der Ausschuss der Nationalversammlung beschlossen, dass Tiere nicht mehr als Objekte sondern als "fühlende Lebewesen" angesehen werden. Die Französische Nationalversammlung hat einen entsprechenden Gesetzesentwurf vorgelegt, der nun nur noch vom Senat verabschiedet werden muss. Die Chancen stehen sehr gut, dass dieses Gesetz in Kürze in Kraft treten wird.

Am vergangenen Dienstag stimmte der Rechtsausschuss der Französischen Nationalversammlung für eine Änderung des mittlerweile 210 Jahre alten Bürgerlichen Gesetzbuches. Während in der veralteten Fassung Tiere noch heute als "persönlicher Besitz" und "Gegenstände" definiert werden, soll ihnen künftig ein rechtlicher Status als "fühlendes Lebewesen" zugesichert werden.

Reha Hutin, Präsidentin der 30 Million Friends Foundation zeigte sich erfreut über diese Änderung und erklärt: "Der aktuellen Fassung unseres Bürgerlichen Gesetzbuches zufolge sind Tiere als bloße Objekte anzusehen - ähnlich wie ein Stuhl oder ein Tisch. Das ist einfach lächerlich. Wie soll man einem Kind beibringen, dass ein Hund, nach unserem Gesetz, genauso viele Rechte hat wie ein Tisch?" Der 30 Million Friends Foundation gelang es mit Hilfe einer Petition unglaubliche 700.000 Unterschriften für den neuen Gesetzesentwurf zu sammeln.



In der Europäischen Union werden - seit des Inkrafttretens des Vertrags von Lissabon im Jahr 2009 - Tiere als "empfindsame Lebewesen" anerkannt. Doch noch immer weigern sich einzelne Staaten ihre nationalen Gesetzbücher dem anzupassen. Auch im Deutschen Bürgerlichen Gesetzbuch (BGB) werden Tiere als eine eigene Kategorie neben Sachen unter "körperliche Gegenstände" gereiht. Tiere haben damit zwar formaljuristisch einen Sonderstatus, in der zivilrechtlichen und strafrechtlichen Praxis werden sie jedoch weiterhin wie Sachen behandelt.

1990 wurde hierzulande ein eher halbherziger Versuch unternommen dieses Gesetz zu verändern. Die Gesetzgebung erweiterte damals den betreffenden Paragraphen um § 90a BGB: "Tiere sind keine Sachen. Sie werden durch besondere Gesetze geschützt. Auf sie sind die für Sachen geltenden Vorschriften entsprechend anzuwenden, soweit nicht etwas anderes bestimmt ist." Da bis dato jedoch "nicht etwas anderes bestimmt" war und es ohnehin keine geltenden Vorschriften für den Status von Tieren gab, handelt es sich bei diesem Zusatzparagraphen lediglich um eine Phrase ohne jeglichen rechtlichen Inhalt. De facto gelten Tiere bei uns in Deutschland vor dem Gesetz nach wie vor als Sachen.

Animal Equality begrüßt die aktuelle Entwicklung in Frankreich. Tieren einen rechtlichen Status als fühlende Lebewesen zuzusichern, ist unserer Meinung nach längst überfällig. Wir hoffen, dass auch in Deutschland bald alle Tiere vor dem Gesetz, als die fühlenden und leidensfähigen Lebewesen, die sie sind, anerkannt werden. Jedes Tier ist in der Lage Freude, Schmerz, Glück und Angst zu empfinden. Daraus ergibt sich das gleiche Interesse wie bei uns Menschen: das Interesse ein Leben ohne Schmerz und Leid zu führen. Wenn auch du dich für alle Tiere stark machen möchtest, dann werde noch heute [Mitglied bei Animal Equality](#) und unterstütze uns mit einem kleinen